

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 3 JANVIER 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2013
(LORRAINE)

NOR : ASET1350220M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La FFB Lorraine ;

La CAPEB Lorraine ;

La fédération Est des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'URCB CFDT ;

L'UR CGT-FO BTP Lorraine ;

L'UR CFE-CGC Lorraine,

D'autre part,

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part,

En application et conformément à l'accord national du 12 février 2002 sur les barèmes de salaires minima des ouvriers,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les valeurs ci-après définies correspondent à un horaire de travail mensuel de 151,67 heures.

Article 2

A compter du 1^{er} janvier 2013, la grille des salaires des ouvriers du bâtiment est la suivante (base 151,67 heures) :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	SALAIRE HORAIRE
150	1 435,08	9,46
170	1 462,13	9,64
185	1 494,38	9,85
210	1 668,64	11,00
230	1 796,78	11,85
250	1 930,08	12,73
270	2 080,46	13,72

Article 3

Cet accord est valable du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013. Toutefois, les parties signataires conviennent de se rencontrer courant septembre 2013, afin d'examiner ensemble l'évolution de la situation économique.

Article 4

Conformément à la législation en vigueur, l'accord sera déposé auprès de la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 5

L'extension de cet accord, avec son application la plus rapide, sera demandée à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex.

Fait à Nancy, le 3 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)